
TERMES DE REFERENCE – LOT 4

MISSION DE MISE EN PLACE DE SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES CONFORMES AUX DISPOSITIONS DE L'ACTE UNIFORME OHADA DANS LA FILIÈRE OIGNON DANS LA VALLÉE DU FLEUVE SENEGAL

Veuillez noter qu'il n'est pas obligatoire de soumettre votre offre pour tous les lots. Veuillez indiquer les lots pour lesquels vous soumettez votre offre

1. Introduction

A propos de l'ITC

Créée en 1964, le Centre du commerce international (ITC) est l'agence de coopération technique conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en charge de la promotion durable du commerce et en particulier des exportations des pays en développement et des économies en transition. Le but de l'ITC est de rendre les entreprises des pays en développement plus compétitives sur les marchés mondiaux, d'accélérer le développement économique et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Ainsi, l'organisation contribue à la création d'emplois au niveau de segments de chaînes de valeur agricoles et des services porteurs en particulier pour les jeunes et les femmes.

Le Centre du Commerce International (ITC), agence de coopération technique conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en charge de la promotion durable du commerce et de l'internationalisation des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) est l'agence d'exécution du Programme de Compétitivité en Afrique de l'Ouest - Composante Sénégal (PACAO/WACOMP-Sénégal).

2. Contexte

Le PACAO /WACOMP-Sénégal, financé par l'Union Européenne (UE), à travers le Programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique de l'Ouest du 11ème Fonds européen de développement (FED), vise à renforcer la compétitivité des économies, afin de promouvoir une transformation structurelle des chaînes de valeurs sélectionnées et d'améliorer l'accès aux marchés régionaux et internationaux des productions et des services ciblés, notamment les filières mangue et oignon et les services liées aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), pour ce qui concerne le Sénégal.

S'agissant des filières mangue et oignon, le PACAO/WACOMP-Sénégal ambitionne de favoriser l'émergence de sociétés coopératives, à vocation commerciale, pour mieux connecter les producteurs aux marchés tout en améliorant, parallèlement, leurs capacités de production.

Pour ce faire, une étude d'opportunité et de faisabilité pour la création de sociétés coopératives (SCOOP) OHADA, réalisée dans la première phase du PACAO/WACOMP-Sénégal, a débouché sur la validation d'un plan d'opérationnalisation pour la mise en place, au Sénégal, de SCOOP conformes aux dispositions de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives. C'est dans le cadre de l'exécution dudit plan, que l'ITC envisage de dérouler une campagne de mise en place de sociétés coopératives à travers la sensibilisation et l'accompagnement des organisations de producteurs.

3. Organisation

Une équipe composée de professionnels et d'un personnel d'appui a été constituée pour la mise en œuvre du PACAO/WACOMP-Sénégal. Elle est dirigée par une Coordinatrice nationale de programme, basée à Dakar, au Sénégal, directement assistée par une conseillère technique nationale, une chargée de l'Administration et des finances.

Un administrateur de programme basé, quant à lui, au siège de l'ITC, à Genève, assure la liaison entre le bureau local, les expert ITC, les fonctions supports (juridique, financier, achat, communication) et finalisera les rapports finaux.

4. Objectif

L'objectif global de cette mission est d'accompagner le processus de mise en place des sociétés coopératives de la filière oignon dans la Vallée du Fleuve Sénégal (régions de Saint Louis et Matam). Il s'agira d'assister les acteurs, à travers leurs Organisations de Producteurs (OP), dans leurs accès à l'information relative aux exigences des SCOOP, leur organisation en sociétés coopératives et l'accomplissement des démarches administratives, liées à l'enregistrement et l'immatriculation de leurs sociétés coopératives.

5. Prestations requises

a. Etendue des prestations requises

La mission a pour objectif la création de huit (08) SCOOP, dont quatre (04) pour la région de Saint-Louis et quatre (04) dans la région de Matam. Dans la région de Saint Louis, il sera mis en place quatre (04) coopératives dont trois dans les départements de Saint-Louis, Dagana et Podor qui seront coiffées par une (1) union régionale. Dans la région de Matam, quatre (04) coopératives départementales seront créées, respectivement, dans les départements de Ranérou, de Kanel et de Matam. Les coopératives de chaque région seront regroupées autour d'une (1) union régionale. Il sera, également, procédé au renforcement des capacités managériales et techniques d'au moins une (1) coopérative existante, établie dans la région de Matam (département de Ranérou), et présentant un degré de maturité et une taille critique suffisante.

Plus spécifiquement pour la mise en place des huit (08) SCOOP, les objectifs visés sont les suivants :

- L'organisation d'une réunion d'opérationnalisation d'un Comité d'initiative visant à mobiliser les acteurs autour du plan de travail arrêté ;
- L'organisation de trois (03) ateliers de sensibilisation à l'intention des membres des organisations de producteurs à regrouper dans les huit (08) SCOOP à créer ;
- L'organisation de six (06) ateliers préparatoires (un par société coopérative départementale), en vue de la tenue des Assemblées Générales (AG) constitutives de ces SCOOP ;
- L'organisation de deux ateliers préparatoires en vue de la tenue de l'AG constitutive de l'Union régionale pour la région de Saint-Louis et celle de Matam ;
- La sensibilisation des OP sur les concepts de base de la coopérative : définition, principes, les avantages comparatifs, les conditions nécessaires à la création de coopératives, facteurs clés de succès, etc. ;
- L'introduction à l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives : fondements et principes de l'harmonisation, contenu, structure organisationnelle, dispositions pratique, partage des textes de base régissant la gestion des SCOOP (statut, règlement intérieur, 9^{ème} AUOHADA, etc.) ;
- La formation sur la gestion de la société coopérative : les organes de gouvernance (Assemblées Générales, Conseil d'Administration, Comité de Gestion, Comité de Surveillance) et leurs attributions, la gestion administrative d'une coopérative (registre des membres, délibérations des différents organes de gestion), la détermination des montants des parts sociales et le choix du lieu abritant les sièges sociaux des sociétés coopératives, la formulation d'un plan d'affaires ;
- L'information des membres sur le rôle des administrations en charge des sociétés coopératives ;
- Le partage de la stratégie de mise en place des sociétés coopératives zonales et de leur faitière ;
- L'identification de leaders potentiels, capables de promouvoir la mise en place de SCOOP auprès de leurs pairs ;

- Le recrutement de personnes relais et leur mise à niveau sur les dispositions de l'AUSCOOP, notamment celles relatives à la création des SCOOP, à leur mode de gestion et aux facteurs clés de succès ;
- L'adaptation du manuel de sensibilisation sur la mise en place de SCOOP dédié aux personnes relais ;
- L'appui (organisation et financement) à la tenue des six (06) assemblées générales constitutives des SCOOP départementales et l'accompagnement des responsables de ces dernières dans leurs démarches en vue de leur enregistrement et de leur immatriculation au niveau des DRDR ;
- L'appui (organisation et financement) à la tenue de deux assemblées générales constitutives des SCOOP faitières (Union des SCOOP des régions de Saint-Louis et de Matam) et accompagnement de leurs responsables dans leurs démarches en vue de leur enregistrement et de leur immatriculation au niveau des DRDR.

b. Approche méthodologique

Pour la mise en place des Sociétés coopératives dans les différentes zones ciblées, la méthodologie se basera sur la mise en place d'un cadre d'information et de sensibilisation (Comité d'initiative), la formation des membres de ce Comité et la réalisation d'un plan de travail, en concertation avec toutes les parties prenantes.

Les Comités d'initiatives sont mis en place, dans chaque région, en vue de sensibiliser plus largement les OP qui vont adhérer à la nouvelle société coopérative.

La formation des membres du Comité d'initiative consiste à partager les résultats de l'étude d'opportunité et de faisabilité sur la création de sociétés coopératives OHADA, à présenter le dispositif d'enregistrement et d'immatriculation des SCOOP et à mettre à niveau les membres du Comité, à travers le renforcement de leurs capacités sur les textes régissant les SCOOP. De plus, prenant en compte leur rôle important dans l'atteinte de l'objectif, il s'agit, également, de former les membres des Comités sur les thématiques suivantes :

- Concept de coopérative : définition, principes et avantages comparatifs ;
- L'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives : Fondements et principes de l'harmonisation, contenu, dispositions pratiques ;
- L'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives : les différentes formes de sociétés coopératives prévues, différences et modalités de constitution ;
- Gestion de la société coopérative : les organes de gestion et leurs attributions, la gestion administrative d'une coopérative ;
- Le rôle des administrations en charge des sociétés coopératives ;
- Procédures d'enregistrement et d'immatriculation des SCOOP ;
- Techniques d'élaboration du plan d'affaires d'une SCOOP.

Le Comité d'initiative a un rôle essentiel à jouer dans la sensibilisation des acteurs sur les différentes étapes de mise en place des SCOOP. A ce propos, ses membres sont appelés à travailler, étroitement, avec les acteurs, afin de prendre en compte toutes leurs préoccupations. Dans une démarche inclusive et participative avec les acteurs des zones définies, le Comité aide à la réalisation des activités suivantes :

- Choix du lieu d'implantation du siège sociale des SCOOP zonales ;
- Détermination du montant des parts sociales à libérer ;
- Supervision de la tenue des assemblées générales constitutives.

Les activités de sensibilisation se dérouleront avec l'appui des personnes relais du PACAO/WACOMP-Sénégal, établies dans les zones d'intervention. Pour ce faire, ces derniers seront invités à exploiter le contenu du guide et tout autre matériel mis à leur disposition par l'ITC.

Les campagnes de sensibilisation seront adaptées aux réalités de chaque zone. Aussi, elles s'appuieront sur des supports imagés, du matériel vidéo et audio développé dans les langues locales ou bien dans un langage accessible à la cible. Des actions média et hors média intégrant les canaux traditionnels (autorités locales, notables et leaders communautaires) seront déployées, simultanément.

Enfin, le Gouverneur et les services administratifs déconcentrés, dans les zones d'intervention ciblées, seront associés aux activités de mise en place des SCOOP.

Bénéficiaires cibles de la formation

Les organisations de producteurs opérant dans les zones couvertes et disposées à se regrouper en SCOOP.

c. Résultats attendus

#	Activités	Objectifs et critères	Délais
1	Note méthodologique soumis à ITC, pour approbation, dans les cinq (5) jours suivants la signature du contrat.	Permettre de s'accorder sur le plan d'action proposée	J5
2	Mise en place des statuts et règlements intérieurs des 8 SCOOP à mettre en place	Elaborer le contenu des statuts et des règlements intérieurs	J7
3	Organisation et animation de trois (3) ateliers à l'intention des relais à l'échelle départementale	Mettre à niveau les relais sur le AUSCOOP OHADA	J15
4	Organisation et animation l'atelier de mise à niveau des membres du Comité d'initiative	Partage sur le contenu des statuts et des règlements intérieurs	J22
5	Propositions du Comité d'initiative	Partager les résultats des échanges sur les montants des parts sociales, le lieu du siège des coopératives, l'organisation des coopératives zonales et des Unions, le type de membership, les dirigeants sociaux et leurs appuis techniques (rôles et objectifs), etc.	J22
6	Organisation de 3 ateliers de sensibilisation à l'intention des organisations de producteurs à regrouper dans les 8 SCOOP à créer	Partager les différents éléments définis pour les SCOOP	J35
7	Rapport intermédiaire I	Description de la mise en place du comité d'initiative et les propositions faites par les membres	J35
8	Organisation des 8 réunions préparatoires des AG constitutives	Sensibilisation des membres des SCOOPS à créer	J45
9	Lancement des convocations	Informar les parties prenantes 15 jours avant la date de l'Assemblée générale (invitations des partenaires, des coopérateurs, etc.)	J45
10	Organisation des 8 AG	Mise en place des CA, des bureaux et des autres instances, etc.	J 50
11	Rapport intermédiaire II	Description des activités avec les OP et rapport de tenue des assemblées constitutives	J 50
12	Préparation des dossiers d'immatriculation et d'enregistrement dans les Registres des Sociétés coopératives (RSC)	Préparation du dossier de chaque SCOOP pour son immatriculation et son enregistrement dans les RSC, au niveau des DRDR	J 55
13	Rapport final de mission comprenant la liste des SCOOP enregistrées et immatriculées	Description du déroulement de la mission	J 60

6. Exigences supplémentaires

a. Paiement

Le paiement sera divisé en trois versements qui interviendront selon le calendrier, ci-dessous, qui sera exécuté à partir de la date de réception de la facture et se poursuivra jusqu'à la confirmation de l'exécution des services effectués, d'une part, et la soumission des rapports validés par l'ITC, d'autre part. A noter que les rapports susvisés seront transmis avec les listes de présence aux rencontres organisées (intégrant les contacts des membres des SCOOP) et les questionnaires d'évaluation remplis par les bénéficiaires.

- **1^{er} paiement : 20% du montant total** - 15 jours après la date de début du contrat sous réserve de l'acceptation par l'ITC de la note méthodologique.
- **2^{ème} paiement : 40% du montant total** - lors de la finalisation des livrables 2, 3, 4, 5, 6 et 7.
- **3^{ème} paiement : 40% du montant total** - lors de la finalisation des livrables 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

L'ITC n'effectuera de paiement que sur la base de la réalisation satisfaisante de prestations spécifiques et sur réception d'une facture. L'ITC est exemptée du paiement de la TVA et de toute autre forme de taxe. Toutes les factures sont à envoyer à Payments@intracen.org en indiquant la référence 2021-36/HW.

b. Langue

La langue de travail, de rédaction des rapports et des supports est le français. Des productions en langues locales et adaptées à chaque zone seront requises.

7. Evaluation des propositions

a. Conseils aux soumissionnaires

- Lire, attentivement, le présent document ;
- Soumettre une proposition de services comprenant un plan détaillé et un budget associé ;
- Fournir des références en rapport avec la proposition, si elles existent et indiquer le nombre d'années d'expérience de l'entreprise, dans le domaine ;
- Fournir une copie de chacun des documents portant enregistrement au RCCM et au NINEA ;
- Indiquer une date probable de démarrage des activités et le chronogramme d'exécution de la mission.

b. Critères obligatoires - Toutes les pièces justificatives doivent être soumises avec le devis, afin de se qualifier pour l'évaluation commerciale.

- Acceptation des conditions générales de l'ITC.
- Capitaliser deux (02) années, ou plus, d'expérience en lien avec les organisations de producteurs au Sénégal ;
- Être basé au Sénégal et posséder une expérience de conduite d'activités de formation similaire ;
- Utiliser la table financière ci-jointe